

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002968]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle et instituant un régime d'aides pour les éditeurs de services de médias audiovisuels soumis aux dispositions de l'article 3, § 2, dudit règlement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos et en particulier l'article 4.1-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu l'avis du Collège d'avis du 28 septembre 2023 ;

Vu l'avis 74.722/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de préciser les mesures d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle pour les services déclarés postérieurement à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté ;

Considérant, par ailleurs, la volonté du Gouvernement de la Communauté française de garantir les conditions d'une concurrence saine entre les éditeurs de service public et les éditeurs privés soumis à des obligations de résultat en matière de sous-titrage adapté et d'audiodescription, tout en rappelant la nécessité de rendre les programmes accessibles aux personnes en situation de déficience sensorielle ;

Considérant le bilan relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle en Fédération Wallonie-Bruxelles 2019-2021 publié par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 10 janvier 2023, lequel constate qu'« aucun mécanisme d'aide financier n'est prévu pour les éditeurs de services de médias audiovisuels privés qui doivent atteindre jusqu'à 75% de programmes sous-titrés ou interprétés mais aussi (et surtout, en termes de coûts) 20% de fictions et documentaires audiodécrits diffusés aux heures de grande écoute d'ici 2024.

Dès lors, un système d'aide publique qui viserait l'ensemble des éditeurs de services de médias audiovisuels concernés par les obligations en matière d'accessibilité et qui interviendrait au moment de la production, à l'image des pratiques existantes dans le monde du cinéma, favorisant ainsi une démarche de conception universelle, pourrait s'avérer adéquat pour garantir si ce n'est accélérer la progressivité du volume de programmes rendus accessibles tant sur les SMA des éditeurs publics que privés. » ;

Considérant que l'accroissement des coûts, auxquels sont exposés les éditeurs de services de médias audiovisuels pour la réalisation des obligations de résultat de l'article 3, paragraphe 2, du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018, constitue un obstacle à la réalisation de l'objectif d'intérêt général d'accessibilité des programmes des éditeurs de services de médias audiovisuels aux personnes en situation de déficience sensorielle ;

Sur la proposition de la ministre des Médias,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« A l'égard d'un service de média audiovisuel dont la déclaration a été effectuée par un éditeur de services auprès du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, conformément à l'article 3.1.2-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'entrée en vigueur et les périodes transitoires visées aux articles 21, 22 et 26 du Règlement du Collège d'avis, tel qu'approuvé par le présent arrêté, courent à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de réception de cette déclaration. ».

Art. 2. Le Gouvernement peut allouer annuellement une compensation financière à l'éditeur dont le ou les services de médias audiovisuels sont soumis à l'application de l'article 3, § 2, du Règlement du Collège d'avis tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle, sous réserve du respect des conditions et des modalités prévues par le présent arrêté.

Le bénéficiaire de la compensation financière prévue à l'alinéa 1^{er} veille à conclure des partenariats, en termes d'accès aux infrastructures et aux technologies, avec les éditeurs de services de médias audiovisuels privés soumis aux dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du Règlement du Collège d'avis tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle.

Art. 3. La compensation financière visée à l'article 2 prend la forme d'une subvention annuelle, imputée à la division organique 25, article de base 01.02.11, du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 4. Le montant de la subvention annuelle allouée à son bénéficiaire est déterminé dans le cadre d'une convention pluriannuelle à conclure entre le Gouvernement et ledit bénéficiaire, après avis du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, conformément aux articles 9.1.2-3, paragraphe 1^{er}, 5^o et 9.1.2-3, paragraphe 4 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

Cette convention détermine le montant de la subvention allouée annuellement au bénéficiaire en fonction du niveau des obligations s'appliquant à son ou ses services de médias audiovisuels, conformément aux articles 3, paragraphe 2, 21 et 22 du Règlement du Collège d'avis, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle, dans sa version amendée par l'article 1^{er}.

Elle assortit l'octroi de la subvention au respect des standards qualitatifs fixés dans la Charte de qualité et le Guide de bonnes pratiques adoptés par le Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 26 novembre 2019.

Art. 5. La convention pluriannuelle visée à l'article 4 est conclue pour une période de 5 ans. Cette période peut être reconduite en fonction de l'évolution des technologies en matière d'accessibilité et de la persistance de défaillances sur le marché dûment constatées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. A cette fin, un avis sera sollicité par le Gouvernement auprès du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, conformément aux articles 9.1.2-3, paragraphe 1^{er}, 5^o et 9.1.2-3, paragraphe 4, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, au plus tard six mois avant l'expiration de la convention.

Art. 6. Les dépenses admissibles sont les frais engendrés par l'implémentation de l'article 3, paragraphe 2 du Règlement du Collège d'avis, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle, relatifs aux ressources humaines, matérielles et logistiques et engagés notamment en vue de :

- l'acquisition de pistes de sous-titrage adapté et d'audiodescription ;
- la production, en interne ou par des prestataires externes, de pistes de sous-titrage adapté et d'audiodescription, en ce compris les pistes réalisées dans le cadre de directs ou de semi-directs ;
- l'adaptation des systèmes techniques nécessaire pour développer et gérer les données supplémentaires de sous-titrage adapté et d'audiodescription ;
- l'adaptation technique des systèmes de diffusion.

Art. 7. Le montant de la subvention annuelle est liquidé en deux tranches. Une première tranche de 80% du montant de la subvention annuelle est versée au plus tard le 31 mars de chaque année, le solde de la subvention annuelle étant liquidé dans les trente jours de la présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée de toutes les pièces justificatives visées à l'article 8.

Le bénéficiaire de la subvention annuelle rembourse sans délai, selon les modalités qui lui seront adressées par le Secrétaire général de l'Audiovisuel et des Médias du Ministère de l'Administration générale de la Culture au sein du Ministère de la Communauté française (ci-après, l'administration), tout ou partie de la subvention qui apparaîtrait non justifiée dans les comptes remis à l'appui de la demande de liquidation du solde de la subvention, si la subvention n'est pas utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée ou si les pièces justificatives des frais couverts par la subvention se révèlent insuffisantes ou manquantes.

Toutefois, si, lors d'une année calendrier, le bénéficiaire a engagé plus de frais que le montant de la subvention annuelle, il pourra reporter le solde des frais non couverts par la subvention annuelle sur la subvention de l'année suivante.

Si, lors d'une année calendrier, le bénéficiaire a engagé moins de frais que le montant de la subvention annuelle, il pourra couvrir le solde non justifié de cette subvention par des dépenses réalisées jusqu'au 15 juin de l'année suivante.

Le bénéficiaire veillera à informer l'administration, par écrit, de tout changement qui serait apporté au numéro ou à l'intitulé du compte bancaire du bénéficiaire, en ce compris sa clôture éventuelle.

Art. 8. Le bénéficiaire produit, au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit l'octroi de la subvention annuelle, les documents ci-après :

1. le compte détaillé des dépenses relatives spécifiquement à la réalisation des obligations visées à l'article 3, paragraphe 2, du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle ;
2. les pièces justificatives à l'appui de toutes les dépenses exigibles ;
3. un rapport présentant l'ensemble des réalisations mises en œuvre conformément à l'article 3, paragraphe 2, du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 portant approbation du Règlement du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle.

Art. 9. Les articles 1 et 9 entrent en vigueur dans le dixième jour qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Les articles 2 à 8 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002968]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap en tot instelling van een steunregeling voor uitgevers van audiovisuele mediadiensten die onderworpen zijn aan de bepalingen van artikel 3, § 2, van het voornoemde Reglement

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, inzonderheid op artikel 4.1-1 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2023;

Gelet op het advies van het Adviescollege van 28 september 2023;

Gelet op het advies nr. 74.722/4 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de noodzakelijkheid om de maatregelen te specificeren voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap voor diensten aangegeven na de datum van inwerkingtreding van genoemd besluit;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap de voorwaarden wil garanderen voor een gezonde concurrentie tussen de uitgevers van openbare dienst en de privé-uitgevers die onderworpen zijn aan prestatieverplichtingen op het vlak van aangepaste ondertiteling en audiobeschrijving, en daarbij herinnerend aan de noodzaak om programma's toegankelijk te maken voor personen met een zintuiglijke handicap;

Overwegende het overzicht over de toegankelijkheid van programma's voor personen met een zintuiglijke handicap in de Federatie Wallonië-Brussel 2019-2021 dat op 10 januari 2023 door de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector werd bekendgemaakt, waarin wordt vastgesteld dat "er geen enkel financieel steunmechanisme is voorzien voor uitgevers van private audiovisuele mediadiensten, die tegen 2024 tot 75% van de ondertitelde of geïnterpreteerde programma's en ook (en vooral, wat de kosten betreft) tot 20% van de audiobeschreven ficties en documentaires die gedurende de zendtijd met de grootste kijkdichtheid worden uitgezonden, moeten realiseren.

Een systeem van overheidssteun dat gericht is op alle uitgevers van audiovisuele mediadiensten die onder toegankelijkheidsverplichtingen vallen en dat in het productiestadium ingrijpt, naar het voorbeeld van de bestaande praktijken in de filmwereld, waardoor een universele ontwerpbenadering wordt aangemoedigd, zou dan ook adequaat kunnen blijken om de geleidelijke hoeveelheid programma's die toegankelijk worden gemaakt op SMA's van zowel publieke als private uitgevers te garanderen, zo niet te versnellen. » ;

Overwegende dat de stijging van de kosten, waaraan de uitgevers van audiovisuele mediadiensten worden geconfronteerd om te voldoen aan de resultaatsverplichtingen van artikel 3, § 2, van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor personen met een zintuiglijke handicap, zoals goedgekeurd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018, een belemmering vormt voor de verwezenlijking van de doelstelling van algemeen belang van de toegang tot programma's van uitgevers van audiovisuele mediadiensten voor personen met een zintuiglijke handicap ;

Op de voordracht van de Minister van Media,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Ten opzichte van een audiovisuele mediadienst waarvan een verklaring afgelegd werd door een dienstuitgever bij het College voor Vergunning en Controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, overeenkomstig artikel 3.1.2-1 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, lopen de inwerkingtreding en de overgangperiodes bedoeld in de artikelen 21, 22 en 26 van het Reglement van het Adviescollege, zoals goedgekeurd bij dit besluit, vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de verklaring werd ontvangen. ».

Art. 2. De Regering kan op jaarbasis een financiële compensatie toekennen aan de uitgever wiens audiovisuele mediadiensten onderworpen zijn aan de toepassing van artikel 3, § 2, van het Reglement van het Adviescollege, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor personen met een zintuiglijke handicap, voor zover de voorwaarden en nadere regels van dit besluit worden nageleefd.

De begunstigde van de financiële compensatie bedoeld in het eerste lid zorgt ervoor dat hij partnerschappen aangaat, op het vlak van toegang tot infrastructuur en technologieën, met de uitgevers van private audiovisuele mediadiensten die onderworpen zijn aan de bepalingen van artikel 4, § 2, van het Reglement van het Adviescollege zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor personen met een zintuiglijke handicap.

Art. 3. De financiële compensatie bedoeld in artikel 2 neemt de vorm van een jaarlijkse subsidie, ten laste gelegd van de organisatie-afdeling 25, basisartikel 01.02.11, van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie die aan de begunstigde wordt toegekend, wordt bepaald in het kader van een meerjarige overeenkomst die tussen de Regering en de begunstigde wordt gesloten, na advies van het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, overeenkomstig de artikelen 9.1.2-3, paragraaf 1, 5° en 9.1.2-3, paragraaf 4 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten.

Deze overeenkomst bepaalt het bedrag van de subsidie die jaarlijks aan de begunstigde wordt toegekend, afhankelijk van het niveau van de verplichtingen die van toepassing zijn op zijn audiovisuele mediadienst(en), overeenkomstig de artikelen 3, § 2, 21 en 22 van het Reglement van het Adviescollege, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor personen met een zintuiglijke handicap, in de versie gewijzigd bij artikel 1.

De subsidie wordt afhankelijk gesteld van de naleving van de kwaliteitsnormen van het Kwaliteitshandvest en de Gids voor goede praktijken die op 26 november 2019 door de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector werden aangenomen.

Art. 5. De meerjarige overeenkomst bedoeld in artikel 4 wordt gesloten voor een periode van 5 jaar. Deze periode kan worden verlengd afhankelijk van de evolutie van de toegankelijkheidstechnologieën en het aanhouden van tekortkomingen op de markt die naar behoren zijn vastgesteld door de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. Daartoe zal de Regering uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de overeenkomst advies vragen aan het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, overeenkomstig de artikelen 9.1.2-3, § 1, 5° en 9.1.2-3, § 4, van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten.

Art. 6. Subsidiabele uitgaven zijn kosten die worden gegenereerd door de uitvoering van artikel 3, § 2, van het Reglement van het Adviescollege, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap, met betrekking tot personele, materiële en logistieke middelen en die met name worden gemaakt voor :

- de aanschaf van aangepaste ondertiteling en audiobeschrijving tracks;
- de productie, intern of door externe dienstverleners, van aangepaste ondertiteling en audiobeschrijvingstracks, inclusief tracks die geproduceerd worden voor live of semi-live uitzendingen;
- het aanpassen van de technische systemen die nodig zijn om extra aangepaste ondertiteling- en audiobeschrijvingsgegevens te ontwikkelen en te beheren;
- de technische aanpassing van omroepsystemen.

Art. 7. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt in twee schijven uitbetaald. Een eerste schijf van 80% van het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt uiterlijk op 31 maart van elk jaar betaald, waarbij het saldo van de jaarlijkse subsidie wordt betaald binnen dertig dagen na indiening van een deugdelijk en onvergolden verklaarde schuldvoordering, samen met van alle bewijsstukken bedoeld in artikel 8.

De begunstigde van de jaarlijkse subsidie betaalt onverwijld, volgens de nadere regels die hem door het Secretariaat-generaal voor de Audiovisuele sector en Media van het Ministerie van Algemene Administratie voor Cultuur binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap (hierna "de administratie" genoemd) worden meegedeeld, het geheel of een deel van de subsidie terug die niet gerechtvaardigd blijkt uit de rekeningen die ter staving van de aanvraag tot betaling van het saldo van de subsidie worden ingediend, als de subsidie niet wordt gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend of als de bewijsstukken voor de kosten die door de subsidie worden gedekt, ontoereikend blijken te zijn of ontbreken.

Als de begunstigde tijdens een kalenderjaar echter meer kosten heeft gemaakt dan het bedrag van de jaarlijkse subsidie, mag hij het saldo van de niet door de jaarlijkse subsidie gedekte kosten overdragen naar de subsidie van het volgende jaar.

Als de begunstigde tijdens een kalenderjaar minder kosten heeft gemaakt dan het bedrag van de jaarlijkse subsidie, mag hij het ongerechtvaardigde saldo van deze subsidie dekken met uitgaven die hij tot 15 juni van het volgende jaar heeft gedaan.

De begunstigde moet de administratie schriftelijk op de hoogte brengen van elke wijziging van het nummer of de naam van de bankrekening van de begunstigde, met inbegrip van een eventuele sluiting.

Art. 8. De begunstigde moet uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op de toekenning van de jaarlijkse subsidie de volgende documenten voorleggen :

1. de gedetailleerde rekening van de uitgaven die specifiek betrekking hebben op de naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel 3, § 2, van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap ;
2. bewijsstukken voor alle in aanmerking komende uitgaven;
3. een verslag waarin alle verwezenlijkingen worden voorgesteld die zijn uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, § 2, van het Reglement van het Adviescollege voor de Audiovisuele sector, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot goedkeuring van het Reglement van het Adviescollege van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector betreffende de toegang tot programma's voor de personen met een zintuiglijke handicap.

Art. 9. De artikelen 1 en 9 treden in werking op de tiende dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen 2 tot 8 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET
De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003135]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique, modifié en dernier lieu par le décret du 19 octobre 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques ;

Vu le « test genre » établi le 7 novembre 2023 en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale, donné le 20 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 14 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.648/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 15 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications apportées à l'intitulé

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les mots « organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques » sont remplacés par les mots « et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique ».

CHAPITRE 2. — Modifications apportées aux définitions

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o « le Décret » : le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la lecture publique;

2^o « le Ministre » : le ou la ministre qui a les bibliothèques dans ses attributions;

3^o « l'Inspection » : le Service général d'Inspection de la Culture de l'Administration générale de la Culture;

4^o « la Commission » : la Commission de l'Action culturelle et territoriale ;

5^o « Usager » : l'utilisateur, individuel ou collectif, du Réseau de la Lecture publique.

6^o « le Service de la Lecture publique » : la Direction de la Lecture publique du Service général de l'Action culturelle et territoriale de l'Administration générale de la Culture ;

7^o « Catalogue collectif parrainé » : catalogue collectif distinct de celui de l'opérateur d'appui, mis en place par des opérateurs directs ou itinérants avant le 1^{er} janvier 2024. »

CHAPITRE 3. — Modifications relatives au Réseau de la Lecture publique

Art. 3. Dans l'intitulé du chapitre 2 du même arrêté, les mots « réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Art. 4. Dans l'intitulé de la section 1^{ère} du même chapitre, les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».